

Agence de Bordeaux
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1
4 rue Théodore Blanc
33520 BRUGES
Tel 05 56 39 05 60
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

Mission(s)		
HAND, L (*), LE, SEI (*)		
Nos références	Vos références	Date
330C221Y ¹ (330-C-2022-002V)	2022-72-008-00-202-33-54	11/09/2024

BORDEAUX CATHÉDRALE ST ANDRÉ - AMÉNAGEMENTS DE LOCAUX DANS LES TOURS NORD-OUEST ET SUD-OUEST ET DE LA SALLE DES OUVRIERS

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 DCE - Juillet 2024



Envoi	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES CRMH AQUITAINE - BRISTOT Michel	Maître d'ouvrage	michel.bristot@culture.gouv.fr
Copie	AGENCE GOUTAL SELARL - VIGOUREUX Olivier	Architecte	architectes@mgoutal.fr / olivier.vigoureux@mgoutal.fr
	CABINET CECIBAT - LABOUREIX Olivier	OPC - Economiste	paris.cecibat@orange.fr / paris.cecibat@wanadoo.fr
	B3E - LORRAIN Fabrice	BET Electricité	b3elorrain@aol.com
	COSEBA - OLLIVIER Géraud	Coordinateur SSI	contact@coseba.fr / gerald.ollivier@coseba.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Cédric MOREAU - Le vérificateur des installations électriques, Anthony RENAT

Le chargé d'affaire,
Cédric MOREAU

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

 IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 4

 IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

 IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 9

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 11

 VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... 12

 VIII.2 - Solidité des existants..... 16

 VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail..... 18

 VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 20

 VIII.5 - Classement et référentiel..... 21

 VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)..... 23

 VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type V (*)..... 31

 VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type Y (*)..... 32

 VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... 33

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport porte sur l'analyse du dossier DCE qui nous a été transmis sous format informatique le 25/07/2024 et constitué des pièces énumérées au §V du présent documents.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°330-C-2022-002V et qui sont détaillées ci après :

- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Cédric MOREAU

Le vérificateur des installations électriques, Anthony RENAT

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES CRMH AQUITAINE

54 Rue Magendie

33074 BORDEAUX

Architecte

AGENCE GOUTAL SELARL

110 Rue du Faubourg

Poissonnière

75010 PARIS

OPC - Economiste

CABINET CECIBAT

11 Boulevard du Commandant Charcot

17440 AYTRE

BET Electricité
B3E
38 Rue Paul Diaire
57000 METZ

Coordinateur SSI
COSEBA
57 Rue Benoît Malon
94250 GENTILLY

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

le chantier consiste en la restauration et l'aménagement des salles basses des tours Nord-ouest et Sud-Ouest et salle des ouvriers de la Cathédrale Saint-André à Bordeaux.

Détail des travaux :

- > création de locaux de stockage dans la tour N-O
- > aménagement du niveau bas de la tour S-O en liaison avec la salle des ouvriers.

Il est prévu 2 tranches :

- > TF : tour N-O
- > TO1 : tour S-O et salle des ouvriers

Adresse de l'opération :
CATHEDRALE SAINT ANDRE
Place Pey Berland
33000 BORDEAUX

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 2025-03-03

Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : Juillet 2024 - Réception : 25/07/2024

Carnet de pièces graphiques phase PRO-DCE de Juillet 2024 (45 pages)

- Descriptifs - Date : Juillet 2024 - Réception : 25/07/2024

CCTP phase DCE pour les lots suivants :

- > Lot 1 - Maçonnerie
- > Lot 2 - Charpente
- > Lot 3 - Menuiserie
- > Lot 4 - Peinture
- > Lot 5 - Électricité
- > Lot 6 - Plomberie
- > Lot 7 - Vitraux

Rapport de présentation des travaux phase PRO-DCE de Juillet 2024 (27 pages)

- Plans électricité - Date : Juillet 2024 - Réception : 25/07/2024

Carnet de pièces graphiques électricité phase PRO-DCE de Juillet 2024 (9 pages)

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES CRMH AQUITAINE

- * Pour mémoire - CCTP lot 2§1.1

La surcharge d'exploitation pour le dimensionnement des planchers de stockage est définie à 750 kg/m².

En exploitation, il sera nécessaire de s'assurer que les éléments stockés sont en adéquation avec cette hypothèse.

- * Pour mémoire :

L'avis des services instructeurs sur le dossier AT déposé sera à nous fournir.

Les éventuelles prescriptions y figurant seront à prendre en compte pour la réalisation du chantier.

- * Pour mémoire :

Le plan d'intervention sera à mettre en adéquation avec les travaux réalisés.

Architecte - AGENCE GOUTAL SELARL

- * CCTP lot 1§1.9

Il est indiqué l'application d'une résine d'étanchéité polyuréthane en 3 couches sur support béton.

D'après les pièces graphiques jointes au dossier, nous comprenons que la zone concernée se situe au-dessus de la salle basse de la tour S-O (cf. coupe EP17 et EP20 notamment).

Sur les coupes et dans les pièces écrites il n'est pas prévu d'isolation, ni de niveau de performance attendus - A compléter et à préciser.

Nous indiquons que le complexe retenu doit être visé pour l'usage envisagé et bénéficier d'un AT ou DTA en cours de validité, or d'après les éléments décrits dans le dossier la solution envisagée ne semble pas adaptée.

Nous rappelons également que lorsqu'il est réalisé une étanchéité en toiture, il convient de préciser comment et contre quoi seront réalisés les relevés (absence de détails).

- * Selon les éléments visibles sur les pièces graphiques les garde-corps disposent de 2 lisses horizontales intermédiaires et d'une lisse haute, or le CCTP précise la prise en compte de la norme NF P01-012. Les dessins des GC ne permettent pas de respecter les exigences de la norme précitées.

Nous précisons en revanche que les garde-corps étant localisés dans des zones non accessibles, ils peuvent être réalisés selon la norme NF E 85-015 impliquant à minima une lisse, une sous-lisse et une plinthe, et non un remplissage plein sur les 45 premiers ou des barreaudages verticaux comme attendu par la norme NF P 01-012. Nous préciser le référentiel retenu et transmettre les plans d'exécution correspondants.

- Dans la tour N-O il est prévu la création de 3 niveaux de stockage.

Comment est prévu la reprise de ces nouvelles charges ?

Il est prévu la réalisation d'un radier mais sans élément de dimensionnement et sans détails d'appui des poteaux des niveaux créés.

Les caractéristiques du radier et de la plateforme support au regard des charges à reprendre et des caractéristiques existantes sont à définir.

La réalisation d'un diagnostic effectué par un BET structure permettant de déterminer les caractéristiques existantes et de proposer une solution de reprise et de répartition des adaptée à la configuration du bâtiment est nécessaire.

- * Il conviendra de prévoir la fourniture et la pose d'extincteurs pour les nouveaux locaux et volumes créés - Prestations non décrites dans les pièces écrites fournies.

Coordinateur SSI - COSEBA

- * CCTP lot 5§2 :

Compte tenu de de l'extension du SSI de catégorie A existant et de l'ajout de DAI, DM et diffuseurs sonores, il convient de mettre à jour le cahier des charges fonctionnel SSI et le tableau de corrélation et les plans de zonage SSI correspondants - Documents à fournir.

D'autre part, à l'issue des travaux, il conviendra transmettre le dossier d'identité SSI mis à jour.

Lot 1 - Maçonnerie - Pierre de taille - Plâtrerie

- * CCTP lot 2 - Pour mémoire :

Les plans et notes de calculs justificatives des planchers bois et structures bois seront à nous communiquer. Justification des sections, contreventement et assemblages, et également principe de reprise des charges établis en concertation avec les BET du lot 01 (voir observation sur point au §VIII.2 du présent rapport).

- * CCTP lot 1§1.9

Il est indiqué l'application d'une résine d'étanchéité polyuréthane en 3 couches sur support béton. D'après les pièces graphiques jointes au dossier, nous comprenons que la zone concernée se situe au-dessus de la salle basse de la tour S-O (cf. coupe EP17 et EP20 notamment).

Sur les coupes et dans les pièces écrites il n'est pas prévu d'isolation, ni de niveau de performance attendus - A compléter et à préciser.

Nous indiquons que le complexe retenu doit être visé pour l'usage envisagé et bénéficier d'un AT ou DTA en cours de validité, or d'après les éléments décrits dans le dossier la solution envisagée ne semble pas adaptée.

Nous rappelons également que lorsqu'il est réalisé une étanchéité en toiture, il convient de préciser comment et contre quoi seront réalisés les relevés (absence de détails).

- Dans la tour N-O il est prévu la création de 3 niveaux de stockage.

Comment est prévu la reprise de ces nouvelles charges ?

Il est prévu la réalisation d'un radier mais sans élément de dimensionnement et sans détails d'appui des poteaux des niveaux créés.

Les caractéristiques du radier et de la plateforme support au regard des charges à reprendre et des caractéristiques existantes sont à définir.

La réalisation d'un diagnostic effectué par un BET structure permettant de déterminer les caractéristiques existantes et de proposer une solution de reprise et de répartition des adaptée à la configuration du bâtiment est nécessaire.

- Pour mémoire (CCTP Lot 1§1.9) :

Les plans et notes de calculs justificatives du dimensionnement des renforts structurels mis en œuvre au droit des élargissement seront à communiquer.

Nous rappelons que les structures de renforts doivent être dimensionnées ou protégées afin d'assurer un degré SF 1h.

- * Les renforts structurels mis en œuvre doivent présenter une résistance au feu SF 1h (dimensionnement ou protection rapportée selon les matériaux) - A prendre en compte (non précisé au CCTP lot 1§1.9).

Lot 2 - Charpente

- * Pour mémoire :

Les certificats de traitement (insecticide, fongicide, termites et capricornes) seront à fournir pour les éléments de structure bois.

- * CCTP lot 2 - Pour mémoire :

Les plans et notes de calculs justificatives des planchers bois et structures bois seront à nous communiquer. Justification des sections, contreventement et assemblages, et également principe de reprise des charges établis en concertation avec les BET du lot 01 (voir observation sur point au §VIII.2 du présent rapport).

- * CCTP lot 2

Les structures porteuses des niveaux de stockage doivent justifier d'une résistance au feu SF 1h - A prendre en compte (non précisé au CCTP).

Lot 3 - Menuiserie - Ferronnerie - Serrurerie

- * CCTP lot 3§1.6

Il convient de préciser le classement AEV de la nouvelle menuiserie extérieure.

- * Les types de fixations des garde-corps sont à préciser selon les supports (bois, pierre) dans lesquelles elles sont mises en œuvre.

- * Les plans et notes de calculs des garde-corps et de leurs fixations seront à fournir.

Lot 3 - Menuiserie - Ferronnerie - Serrurerie

- * Selon les éléments visibles sur les pièces graphiques les garde-corps disposent de 2 lisses horizontales intermédiaires et d'une lisse haute, or le CCTP précise la prise en compte de la norme NF P01-012. Les dessins des GC ne permettent pas de respecter les exigences de la norme précitées.
Nous précisons en revanche que les garde-corps étant localisés dans des zones non accessibles, ils peuvent être réalisés selon la norme NF E 85-015 impliquant à minima une lisse, une sous-lisse et une plinthe, et non un remplissage plein sur les 45 premiers ou des barraudages verticaux comme attendu par la norme NF P 01-012. Nous préciser le référentiel retenu et transmettre les plans d'exécution correspondants.
- * Nous avons noté qu'il est prévu d'apporter des modifications à une porte existante (CCTP lot 3§1.3) devant par ailleurs justifier d'un degré PF 1/2 h et qu'il est attendu un ATEC.
L'avis de chantier du bloc-porte en chêne attestant de la résistance au feu et établi par un laboratoire agréé sera à nous communiquer.
- * Pour mémoire - CCTP lot 3§1.2 :
Pose de bloc-porte à fermeture automatique bénéficiant de PV-DAS.
Nous rappelons que les bloc-portes concernés doivent bénéficier d'un PV-DAS (pas uniquement les ventouses), c'est l'ensemble qui doit être certifié.
Le certificat NF et le PV-DAS des bloc-portes seront à fournir.
- * Sur les pièces graphiques les garde-corps sont dessinés avec 2 lisses intermédiaires et une lisse haute.
Il convient de prévoir la pose de plinthes afin de respecter les exigences fixées par la norme NF E 85-015 (cf. observation formulée au § VIII.1 - "Garde-corps" du présent rapport).
- * CCTP lot 3§1.14
Nous rappelons que les 2 verres en remplissage de la verrière doivent être en verre de sécurité au sens du DTU 39-P5, or il est prévu un double vitrage de type 4/16/44.2 - A modifier.

Lot 5 - Electricité - Eclairage

- * Les dispositifs de protections des installations électriques alimentant des zones publiques seront câblés distinctement de ceux protégeant les installations des zones non publiques (code du travail).
- * Les appareils d'éclairage devront être conforme à la norme EN 60598. Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus devront être reliés aux éléments stables de la construction; ceux placés dans les passages ne devront pas faire obstacle à la circulation.
- * TD NO SUD :
L'interrupteur 4x40A en tête de ce tableau divisionnaire sera protégés au TGBT par un disjoncteur dont la protection thermique sera au maximum de 40A (ex : type C40).
- * TD NO NORD :
L'interrupteur 4x25A en tête de ce tableau divisionnaire sera protégés au TGBT par un disjoncteur dont la protection thermique sera au maximum de 25A (ex : type C25).
- * Les locaux à risques particuliers d'incendie ne devront être traversés par aucune des canalisations CR1 d'installations de sécurité autres que celles destinées à l'alimentation d'appareils situés dans ces locaux.
- * Un tableau de distribution électrique peut être implanté dans un local à risque seulement s'il alimente les installations dédiées à ce local. Des départs depuis ce tableau alimentant les installations d'autres locaux sont à proscrire, ou le tableau devra être placé dans un local coupe feu. il conviendra de confirmer l'implantation des nouveaux tableaux dans des placards coupe feu.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Avis des services instructeurs sur le dossier AT déposé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé (radier, plancher hourdis, renforts structuraux)
- Ossature bois - plans d'exécution - note de calcul- certificat de traitement - attestation de conformité CE

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Verrière - plan exécution ossature - épaisseur et nature vitrage

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Avis technique de la résine d'étanchéité

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Verrière - plan ossature - détail d'exécution - épaisseur et nature vitrage

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles du garde-corps du palier de la tourelle d'escalier

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Structures

- Protection feu renfort métallique : PV de résistance au feu et attestation de pose correspondante

Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu et attestation de pose correspondante
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu et attestation de pose correspondante

Portes

- Bloc-portes et trappes : PV de résistance au feu accompagnés des attestations de pose correspondantes
- Avis de chantier du bloc-porte en chêne attestant de la résistance au feu
- Portes DAS : certificat de conformité NF S 61-937

Aménagements

- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Isolant non protégé (cf. Guide d'emploi des isolants combustibles) : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels

- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type V (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type Y (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Charges d'exploitation Planchers	AF	<i>Pour mémoire - CCTP lot 2§1.1</i> La surcharge d'exploitation pour le dimensionnement des planchers de stockage est définie à 750 kg/m². En exploitation, il sera nécessaire de s'assurer que les éléments stockés sont en adéquation avec cette hypothèse.
	Protection contre les termites	AF	CCTP lot 2 Les agréments CTB-p+ des produits fongicide, insecticide et anti-termites appliqués sur les bois de charpente et platelage ainsi que les certificats de traitement correspondants seront à fournir.
	FONDATIONS		
	Principe constructif général	PM	<i>Voir observation sur la reprise des charges induites par les nouveaux planchers de stockage dans le §VIII.2 du présent rapport (mission LE - Solidité des existants).</i>
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
	Dispositions particulières		
	Eléments porteurs horizontaux		
	Eléments préfabriqués	AF	CCTP lot 1§1.3 Pose de plancher hourdis en plancher bas de la tour S-O pour repose du sol minéral existant. Le plan et le dimensionnement du plancher hourdis seront à fournir.
	CONSTRUCTION EN BOIS		
	MATERIAU BOIS Matériaux bois relevant de techniques courantes Durabilité des bois - traitement	AF AF	CCTP lot 2 Bois de classe C30 <i>Pour mémoire :</i> Les certificats de traitement (insecticide, fongicide, termites et capricomes) seront à fournir pour les éléments de structure bois.
	CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS		
	Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur		
	STRUCTURE BOIS		
	Principe constructif général		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Eléments constitutifs de charpente et structure</p> <p>- Planchers bois</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Dispositions constructives particulières</p> <p>Ouvrage non traditionnel</p> <p>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</p> <p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement</p> <p>Remplissages</p> <p>GARDE-CORPS</p>	<p>AF</p> <p>AD</p> <p>AS</p> <p>PM</p> <p>AF</p>	<p><u>CCTP lot 2 - Pour mémoire :</u> Les plans et notes de calculs justificatives des planchers bois et structures bois seront à nous communiquer. Justification des sections, contreventement et assemblages, et également principe de reprise des charges établis en concertation avec les BET du lot 01 (voir observation sur point au §VIII.2 du présent rapport).</p> <p>CCTP lot 1§1.9 Il est indiqué l'application d'une résine d'étanchéité polyuréthane en 3 couches sur support béton. D'après les pièces graphiques jointes au dossier, nous comprenons que la zone concernée se situe au-dessus de la salle basse de la tour S-O (cf. coupe EP17 et EP20 notamment).</p> <p>Sur les coupes et dans les pièces écrites il n'est pas prévu d'isolation, ni de niveau de performance attendus - A compléter et à préciser. Nous indiquons que le complexe retenu doit être visé pour l'usage envisagé et bénéficier d'un AT ou DTA en cours de validité, or d'après les éléments décrits dans le dossier la solution envisagée ne semble pas adaptée. Nous rappelons également que lorsqu'il est réalisé une étanchéité en toiture, il convient de préciser comment et contre quoi seront réalisés les relevés (absence de détails).</p> <p>CCTP lot 3§1.6 Il convient de préciser le classement AEV de la nouvelle menuiserie extérieure.</p> <p>Le dossier d'exécution de a menuiserie extérieure bois posée sera à nous communiquer : > plans et carnets de détails (fixation, étanchéité notamment), > FT et certificat SNJF du joint d'étanchéité, > certificat CEKAL du vitrage, > certificat de traitement des bois</p> <p>CCTP lot 3§1.6 Remplissage vitré de type 4/16/44.2 pour la nouvelle menuiserie.</p> <p><u>Pour mémoire :</u> Garde-corps métallique intérieurs aux différents niveaux de stockage créés dans le tour N-O. Les garde-corps sont implantés dans des zones non accessibles au public.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Résistance des fixations	AS	Les types de fixations des garde-corps sont à préciser selon les supports (bois, pierre) dans lesquelles elles mises en oeuvre.
	Résistance de la structure	AS	Les plans et notes de calculs des garde-corps et de leurs fixations seront à fournir.
	Résistance du remplissage	AS	<p>Selon les éléments visibles sur les pièces graphiques les garde-corps disposent de 2 lisses horizontales intermédiaires et d'une lisse haute, or le CCTP précise la prise en compte de la norme NF P01-012. Les dessins des GC ne permettent pas de respecter les exigences de la norme précitées.</p> <p>Nous précisons en revanche que les garde-corps étant localisés dans des zones non accessibles, ils peuvent être réalisés selon la norme NF E 85-015 impliquant à minima une lisse, une sous-lisse et une plinthe, et non un remplissage plein sur les 45 premiers ou des barraudages verticaux comme attendu par la norme NF P 01-012. Nous préciser le référentiel retenu et transmettre les plans d'exécution correspondants.</p>
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE		
	Passage des canalisations		

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Généralités	PM	<u>Pour mémoire :</u> Seul les travaux du niveau RDC de la tour S-O sont concernés par la prise en compte des règles d'accessibilité. Les locaux et zones concernés par les travaux de la tour N-O sont des locaux de stockage non visés par les dispositions relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées. Il est également précisé que les zones de travaux ne sont pas accessibles au public.
Art. 1	Dispositions particulières aux aménagements de bâtiments existants.	PM	
Art. 2	Caractéristiques des cheminements praticables par les personnes handicapées : <ul style="list-style-type: none"> - cheminement usuel, - sol, - largeur minimale, - largeur minimale des portes, - profil en long, - palier de repos, - ressauts, - pente transversale, - trous et fentes, obstacles isolés, - garde corps. 	AF AF AF AF AF AF AF SO AF HM	Accès à la salle de réunion (salle des ouvriers) Réalisation d'un rampe de pente inférieure à 4 % afin de rattraper la différence de niveaux entre l'accès à la tour S-O et la salle de réunion avec réalisation d'un palier en partie haute (plan EP15).
Art. 3	Ascenseurs	SO	
Art. 4	Prescriptions relatives aux escaliers.	HM	Escalier des locaux de stockage non concerné.
Art. 5	Parcs de stationnement.	SO	
Art. 6	Installations sanitaires.	AF	
Art. 7	Locaux de restauration et de repos.	HM	
Art. 8	Signalisation des cheminements spécifiques.	SO	
Art. 9	Conditions d'applications de l'arrêté	PM	

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

Mission sans objet: Les travaux concernent des zones non accessibles au public.

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

L'établissement est classé en ERP de 2ème catégorie avec les activités de type V et Y.

Les travaux envisagés ne modifient ni le classement, ni les activités de l'établissement.

L'effectif mentionné dans l'avis formulé en séance du 12/05/2021 par la commission de sécurité de la ville de Bordeaux et s'élevant à 1200 personnes (compris personnel) ne sera pas modifié.

Description sommaire des installations :

Dans le cadre des travaux, les seules modifications apportées aux installations techniques porteront sur l'adaptation et l'extension de l'installation électrique CFO et de l'équipement d'alarme incendie et du SSI existants afin de tenir de la création de ces nouveaux locaux.

Par ailleurs il sera installé 2 ventilo-convecteurs assurant le chauffage dans la salle de réunion créée dans la tour S-O, ainsi qu'un caisson de VMC simple flux dans la salle des ouvriers (extraction WC et coin kitchenette créés).

Les autres installations de ventilation, de désenfumage ou de chauffage de l'établissement ne seront pas modifiées par les travaux.

Les travaux consistent en la restauration des charpentes et des couvertures du transept et du chœur. Dans le cadre du chantier il sera réalisé le compartimentage des combles du transept et du chœur, et le compartimentage des combles de chapelles.

- Installations électriques : Installation alimentée par un comptage public basse tension à puissance surveillée, éclairage de sécurité par blocs autonomes.
- Équipement d'alarme / SSI : Extension de l'EA de type 1 et du SSI de catégorie A existants
- Moyens d'extinction fixes : Sans modification
- Ventilation : ajout d'un extracteur VMC indépendant du reste de l'installation de ventilation existante
- Chauffage : ajout de 2 ventilo-convecteurs indépendants du reste de l'installation de chauffage existante
- Stockage combustible : Sans modification
- Désenfumage : Sans modification
- Cuisson : Sans modification
- Ascenseur : Sans modification

Date d'application du référentiel réglementaire :

Classement :

Avis de la commission de sécurité de la ville de Bordeaux formulé en séance du 12/05/2021 sur le dossier AT n° 21 Z0087 relatif au dossier SSI de l'établissement.

ERP de 2ème catégorie - V et Y

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il convient de transmettre l'avis des services instructeurs sur le dossier AT pour ces travaux.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type V
- Arrêté du 12/06/1995 portant approbation des dispositions particulières applicables au type Y
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non communiqué

Autres prescriptions particulières :

Non communiqué

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêtés du 09/08/2023 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	<u>Pour mémoire :</u> L'avis des services instructeurs sur le dossier AT déposé sera à nous fournir. Les éventuelles prescriptions y figurant seront à prendre en compte pour la réalisation du chantier.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	A respecter par l'exploitant.
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	
	Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
Section II - Vérifications Techniques			
GE 6	Généralités.	PM	
Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur			
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents			
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
Chapitre II - Construction			
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	
Section III - Résistance au Feu des Structures			
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AS	Les renforts structurels mis en oeuvre doivent présenter une résistance au feu SF 1h (dimensionnement ou protection rapportée selon les matériaux) - A prendre en compte (non précisé au CCTP lot 1§1.9).
		AF	CCTP lot 1§1.12 Plafonds CF 1h sous planchers bois des niveaux de stockage créés.
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	AS	CCTP lot 2 Les structures porteuses des niveaux de stockage doivent justifier d'une résistance au feu SF 1h - A prendre en compte (non précisé au CCTP).
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	
Section V - Façades			
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF	
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	AF	Pose d'une fenêtre en remplacement d'une grille (tour S-O).
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	HM	
Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage			
CO 23	Généralités.	PM	Les travaux portent sur des zones non accessibles au public dans la mesure où il s'agit du compartimentage des combles du transept, du chœur et des chapelles afin de limiter les surfaces à désenfumer.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Cloisons en plaques de plâtre sur ossatures métalliques justifiant d'un degré EI60 (CCTP Lot 1§1.12). Parois en béton cellulaire de 20 cm d'épaisseur (CCTP lot 1§1.5). AS Nous avons noté qu'il est prévu d'apporter des modifications à une porte existante (CCTP lot 3§1.3) devant par ailleurs justifier d'un degré PF 1/2 h et qu'il est attendu un ATEC. L'avis de chantier du bloc-porte en chêne attestant de la résistance au feu et établi par un laboratoire agréé sera à nous communiquer.	
CO 25	Compartiments.	HM		
CO 26	Recoupement des vides.	AF		
Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers				
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	<u>Tour N-O :</u> > Création d'un local de stockage (sur 3 niveaux) isolé par des parois CF 2h et bloc-porte CF 1h. <u>Tour S-O :</u> > création d'un petit local de stockage (environ 5,4 m²) isolé par des parois CF 2h et bloc-porte CF 1h.	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	CCTP lot 1§1.5 / 1.12 CCTP lot 3§1.2	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	AF		
Section VIII - Conduits et Gaines				
CO 30	Généralités.	PM	CCTP lot 1§1.5 / 1.12 CCTP lot 3§1.2	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	AF		
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	HM		
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	SO		
Section IX - Dégagements				
Sous-section 1 - Dispositions générales				
CO 35	Conception des dégagements.	AF	CCTP lot 1§1.5 / 1.12 CCTP lot 3§1.2	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF		
CO 37	Saillies et dépôts.	PM		
CO 38	Calcul des dégagements.	PM		
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO		
CO 40	Enfouissement maximal.	SO		
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	PM		
CO 42	Balisage des dégagements.	AF		
Sous-section 2 - Sorties				
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF		
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	<u>Pour mémoire - CCTP lot 3§1.2 :</u> Pose de bloc-porte à fermeture automatique bénéficiant de PV-DAS. Nous rappelons que les bloc-portes concernés doivent bénéficier d'un PV-DAS (pas uniquement les ventouses), c'est l'ensemble qui doit être certifié. Le certificat NF et le PV-DAS des bloc-portes seront à fournir.	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF		
CO 46	Portes des sorties de secours.	AF		
CO 47	Portes à fermeture automatique.	AF		
CO 48	Portes de types spéciaux.	HM		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	<p><i>Pour mémoire - CCTP lot 5§IV et CCTP lot 6§1.11 :</i> > installation de ventilo-convecteur pour assurer le chauffage de la salle de réunion, > installation d'un extracteur de VMC simple-flux pour le nouveau WC, le coin kitchenette avec rejet direct en façade, > installation d'un ballon ECS électrique de 100 L pour les points d'eau créés dans la tour S-O.</p>
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
CO 61CO 61	Section X - Tribunes et Gradins non Démontables	SO	
AM 1 - AM 20	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier	HM	
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.	AF	
CH 4	Documents à fournir.	HM	
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	
CH 23 - CH 25	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud	HM	
	Section VI - Eau Chaude Sanitaire		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 27	Calorifugeage.	AF	
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	
CH 29 - CH 40	Sous-section 1 - Ventilation de confort	HM	
CH 41	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	AF	
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	SO	
CH 43	Fonctionnement permanent du ventilateur.	SO	Extracteur de VMC desservant les locaux créés dans le tour S-O avec rejet direct en façade.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur		
CH 44	Définitions et généralités.	AF	Installation de 2 ventilo-convecteurs dans la salle de réunion.
CH 45	Appareils électriques.	AF	
CH 46	Appareils à combustion.	HM	
CH 47	Limites d'emploi des appareils à combustion.	HM	
CH 48	Règles d'installation des appareils à combustion.	HM	
CH 49	Combustible.	HM	
CH 50	Conduits de raccordement.	HM	
CH 51	Evacuation des produits de combustion.	HM	
CH 52	Appareils à combustible liquide.	HM	
CH 53	Aérothermes, tubes rayonnants et panneaux radiants à gaz.	HM	
CH 54	Système de chauffage par tubes rayonnants à génération centralisée.	HM	
CH 55	Cheminées à foyer ouvert ou fermé, inserts et appareils fonctionnant à l'éthanol.	HM	
CH 56	Appareils de chauffage de terrasse.	HM	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Aucune modification dans le cadre du chantier.
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	Les dispositifs de protections des installations électriques alimentant des zones publiques seront câblés distinctement de ceux protégeant les installations des zones non publiques (code du travail).
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AS	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	AS	
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	HM	Dispositions existantes non modifiées.
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	SO	
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	SO	Dispositions existantes non modifiées.
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	
EL 9	Tableaux "normaux".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	SO	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	Dispositions existantes non modifiées.
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	Dispositions existantes non modifiées.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	SO	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	AF	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	Les appareils d'éclairage devront être conforme à la norme EN 60598. Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus devront être reliés aux éléments stables de la construction; ceux placés dans les passages ne devront pas faire obstacle à la circulation.
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	SO	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	SO	
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	Cf. observation à l'article R4227-29 du §VIII.9 du présent rapport relative au nombre et à l'implantation des extincteurs suite aux travaux.
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
MS 38	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	PM	
MS 39	Caractéristiques.	PM	
MS 40	Emplacement.	PM	
	Moyens divers.	PM	<p><u>Pour mémoire :</u> Le plan d'intervention sera à mettre en adéquation avec les travaux réalisés.</p>
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	PM	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	HM	
MS 43	Tours d'incendie.	HM	
MS 44	Trémies d'attaque.	HM	
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	
MS 46	Composition et missions du service.	HM	
MS 47	Consignes.	HM	
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	<p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>A la charge des services de sécurité.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>L'établissement est doté d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1.</p> <p>CCTP lot 5§2 : Compte tenu de de l'extension du SSI de catégorie A existant et de l'ajout de DAI, DM et diffuseurs sonores, il convient de mettre à jour le cahier des charges fonctionnel SSI et le tableau de corrélation et les plans de zonage SSI correspondants - Documents à fournir. D'autre part, à l'issue des travaux, il conviendra transmettre le dossier d'identité SSI mis à jour.</p>
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	
MS 50	Poste de sécurité.	HM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	PM	
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	AS	
	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie		
MS 56	Principes généraux.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	AF	
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		Asservissement de bloc-portes DAS maintenues ouvertes en fonctionnement normal.
MS 59	Généralités.	PM	
MS 60	Automatismes.	AF	
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	PM	
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	HM	
MS 64	Principes généraux d'alarme.	AF	
MS 65	Conditions générales d'installation.	AF	
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	PM	
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		A respecter par l'exploitant.
MS 68	Entretien.	HM	
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 70 - MS 71	Section VI - Système d'Alerte	HM	
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		
MS 72	Entretien et signalisation.	PM	
MS 73	Vérifications techniques.	PM	
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type V (*)

Mission sans objet: Les travaux sont localisés dans les combles et n'impactent pas les dispositions particulières pour les établissements de type V (cf. §VIII.4 du présent rapport).

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type Y (*)

Mission sans objet: Les travaux sont localisés dans les combles et n'impactent pas les dispositions particulières pour les établissements de type Y (cf. §VIII.4 du présent rapport).

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	Implantation et géométrie des garde-corps		
	Implantation - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015 - Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm - Hauteur de protection - Lisse intermédiaire, plinthe - Espace libre entre éléments de garde-corps.	AF AF AS AF	Garde-corps des niveaux de stockage de la tour N-O (locaux réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien). Sur les pièces graphiques les garde-corps sont dessinés avec 2 lisses intermédiaires et une lisse haute. Il convient de prévoir la pose de plinthes afin de respecter les exigences fixées par la norme NF E 85-015 (cf. observation formulée au § VIII.1 - "Garde-corps" du présent rapport).
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes	HM	
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt	HM	
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés	AS	CCTP lot 3§1.14 Nous rappelons que les 2 verres en remplissage de la verrière doivent être en verre de sécurité au sens du DTU 39-P5, or il est prévu un double vitrage de type 4/16/44.2 - A modifier.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AS	Cf. observation ci-dessus relative à la nature du remplissage vitré de la verrière.
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	SO	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	<p>Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010</p> <p>TD NO SUD : L'interrupteur 4x40A en tête de ce tableau divisionnaire sera protégés au TGBT par un disjoncteur dont la protection thermique sera au maximum de 40A (ex : type C40).</p> <p>AS TD NO NORD : L'interrupteur 4x25A en tête de ce tableau divisionnaire sera protégés au TGBT par un disjoncteur dont la protection thermique sera au maximum de 25A (ex : type C25).</p> <p>Par disjoncteurs</p> <p>AS Les locaux à risques particuliers d'incendie ne devront être traversés par aucune des canalisations CR1 d'installations de sécurité autres que celles destinées à l'alimentation d'appareils situés dans ces locaux.</p> <p>AS Un tableau de distribution électrique peut être implanté dans un local à risque seulement s'il alimente les installations dédiées à ce local. Des départs depuis ce tableau alimentant les installations d'autres locaux sont à proscrire, ou le tableau devra être placé dans un local coupe feu. il conviendra de confirmer l'implantation des nouveaux tableaux dans des placards coupe feu.</p>
Chapitre V			
INSTALLATIONS ELECTRIQUES			
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AS	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AS	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	PM	Les zones de travaux ne comptent pas de poste de travail fixe (combles).
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	
R4216-4	Détermination de l'effectif	HM	
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	HM	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	HM	
R4227-9	Conception escaliers	AF	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	AF	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	AF	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	PM	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	HM	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	HM	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	HM	<p>Il conviendra de prévoir la fourniture et la pose d'extincteurs pour les nouveaux locaux et volumes créés - Prestations non décrites dans les pièces écrites fournies.</p> <p>Equipement d'alarme incendie existant non modifié par les travaux.</p> <p>A la charge de l'employeur</p>
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	AS	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	HM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	HM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	HM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	HM	
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	HM	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	HM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	HM	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 23/06/19 78	Installations de Chauffage Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	HM	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.